

CHRONIQUE D'UNE INJUSTICE

BREF RÉSUMÉ DU CAS DES CINQ CUBAINS

Leonard Weinglass ¹

Depuis des décennies de subir des agressions dans son propre territoire (incendies provoqués, sabotages, assassinats et utilisation d'armes bactériologiques) perpétrées par des groupes terroristes anti-cubains siégés au Sud de la Floride, lesquels jouissent du support et le consentement du gouvernement des Etats-Unis, et après des négatives réitérées de ce gouvernement états-unien à prendre des mesures pour éviter de telles agressions, un groupe d'hommes désarmés sont partis depuis Cuba aux Etats-Unis pour y faire le suivi, le monitoring, des groupes mercenaires ayant la responsabilité de ces agressions, ainsi que des organisations qui les soutiennent et prévenir Cuba de leurs intentions agressives.

En septembre 1998, cinq de ces hommes, postérieurement connus comme Les cinq Cubains, furent détenus au Sud de la Floride par des agents du FBI et maintenus dans des cellules d'isolement pendant 17 mois avant que leur cas fût présenté dans la cour. Ils furent premièrement inculpés du nébuleux chef d'accusation de conspiration, lequel selon les lois des Etats-Unis constitue un engagement pour commettre des actes d'espionnage (le gouvernement des Etats-Unis ne les accusa jamais d'espionnage réel ni affirma que celui-ci avait eu lieu, car aucun document militaire classifié ne fut saisi à ces hommes). Ils firent face en plus aux chefs d'accusation mineurs pour l'usage de faux noms et pour ne pas notifier aux autorités fédérales qu'ils étaient en train de travailler au nom de Cuba depuis le territoire états-unien.

Sept mois plus tard un nouveau chef d'accusation fut ajouté : de conspiration de nouveau, mais cette fois-ci pour commettre un assassinat. Ce chef d'accusation fut présenté spécifiquement contre

¹ Un Activiste des droits civiles aux Etats-Unis et défenseur dans des cas qui ont marqué l'histoire politique des luttes sociales états-uniennes dans les derniers 30 ans : les Sept de Chicago, les Papiers du Pentagone, Jane fonda et sa demande contre Richard Nixon, l'activiste afro états-unienne Angela Davis, le leader communautaire Mumia Abu Jamal et d'autres. Dans l'actualité il est membre de l'équipe des Cinq Cubains prisonniers aux Etats-Unis pour lutter contre le terrorisme.

un des Cinq, Gerardo Hernandez, comme un résultat d'une vaste campagne publique dans le but de venger l'abattage de deux avionnettes d'un groupe anti-castriste par les Forces aériennes cubaines et la mort des quatre membres de son équipage, un événement ayant eu lieu deux ans avant, quand ces avionnettes se trouvaient dans ou au point de sortir de l'espace aérien de Cuba. Ces avionnettes appartenaient à une organisation qui au cours des vingt mois, précédant l'incident de leur abattage, avait ordonné vingt-cinq fois le survol de l'espace aérien cubain, fait qui avait été l'objet de protestations réitérées de la part du gouvernement cubain. Cet abattage eut lieu après que le Cubains avaient officiellement averti aux Etats-Unis qu'à partir de ce moment ils défendraient leur espace aérien.

Malgré l'objection énergique menée à bien par la défense des Cinq, le procès fut déplacé à Miami, Floride, une communauté où habitent plus d'un million de Cubains exilés avec une longue histoire d'hostilité vers le Gouvernement cubain – un environnement qu'une Cour fédérale d'appel des Etats-Unis décrirait plus tard comme un « orage parfait » de préjugés, lequel empêcha, dans ce cas, la réalisation d'un procès juste. Chacun des 12 membres du juré sélectionné pour juger ce cas exprima des avis négatifs contre le Gouvernement cubain et fut un membre hostile de ce juré. Les trois possibles membres du juré qui exprimèrent neutralité sur Cuba furent disqualifiés par le gouvernement.

Le procès, qui dura plus de six mois, devint le procès plus long que les Etats-Unis avaient connu jusqu'à ce moment. Plus de 119 volumes de témoignages et plus de 20 000 pages de documents furent compilés, y compris les témoignages de trois généraux retraités de l'armée, un amiral retraité, l'ancien assistant du Président Clinton pour des Affaires cubaines (tous eux appelés par la Défense), ainsi que de hauts officiers cubains. Près de la fin du procès, quand le cas était sur le point d'être présenté au juré pour sa considération, le gouvernement états-unien présenta un appel extraordinaire devant une cour supérieure, tout en cherchant son intervention et reconnaissant qu'il avait manqué à prouver le principal chef d'accusation de conspiration pour commettre un assassinat, en prétextant qu'il confrontait un « obstacle insurmontable » pour gagner le cas. Cependant, après que cet appel fût refusé, le juré trouva coupables les Cinq de tous les chefs d'accusation, après avoir été soumis à une intense pression par les

médias locaux, dont les caméras poursuivirent ses membres quand ils étaient même en train de conduire afin de filmer les numéros des plaques de leurs voitures et les faire publics, ainsi que par les Anticastroistes qui ne cessèrent pas de protester devant la cour.

Trouvés coupables, les Cinq furent condamnés à des longues peines de réclusion, sans précédents et confinés dans cinq prisons de sécurité maximale, totalement séparées l'une de l'autre. Gerardo Hernández fut condamné à deux peines de réclusion à perpétuité, Antonio Guerrero et Ramón Labañino à une peine de réclusion à perpétuité chacun, Fernando González à 19 ans et René González à 15 ans. Les trois condamnés à des peines de réclusion à perpétuité sont devenus les premières personnes aux Etats-Unis à recevoir une peine de réclusion à perpétuité pour espionnage dans un cas, où il n'y a eu ni un seul document secret.

Gerardo Hernández Nordelo 2 peines de réclusion à perpétuité plus 15 ans

Ramón Labañino Salazar 1 peine de réclusion à perpétuité plus 18 ans

Antonio Guerrero Rodríguez 1 peine de réclusion à perpétuité plus 10 ans

Fernando González Llort 19 ans

René González Schwerert 15 ans

Le procès d'appel initial dura plus de 27 mois et conclut avec une décision d'un panel de trois juges de la Cour d'appel qui révoqua toutes les condamnations, en considérant que ces cinq hommes n'avaient pas eu pas de procès juste à Miami. Dans une décision inespérée, le Gouvernement demanda aux douze juges de la Cour d'appel de l'Onzième circuit de réviser la décision du panel à travers une procédure appelée *en banc*. Exactement une année après, malgré le fort désaccord de deux des trois juges ayant intégré le panel, la séance plénière de la Cour révoqua, par majorité, la décision de 93 pages des trois juges originels et refusa l'affirmation du fait qu'un climat de violence et d'intimidation prédomina tout au long de ce procès à Miami. Dans le dernier quart de siècle avant

cette décision-ci, cette Cour ne s'était jamais prononcée à faveur d'une personne accusée d'un crime fédéral.

Pendant ce temps, le 27 mai 2005, le **Groupe** de travail sur la détention arbitraire des Nations Unies, après avoir analysé les arguments présentés tant par la famille des Cinq Cubains que par le gouvernement des Etats-Unis, conclut que leur privation de liberté était arbitraire et exhorta le gouvernement des Etats-Unis à prendre les mesures nécessaires pour rectifier cette situation.

Ce Groupe de travail établit que - sur la base des faits et des circonstances dans lesquels le procès eut lieu, de la nature des chefs d'accusation et de la sévérité des sentences - l'incarcération des Cinq viole l'Article 14 de la Convention internationale sur les libertés civiles et politiques, dont le gouvernement des Etats-Unis est signataire.

Le 20 août 2007, une audience orale convoquée par un panel des trois juges eut lieu dans la Cour d'appel d'Atlanta pour le 11^{ème} Circuit. Tel que pendant les deux audiences précédentes, tenues en mars 2004 et février 2006, les deux parties - le Gouvernement états-unien et la Défense - exposèrent leurs arguments et répondirent les questions posées par les juges.

Cette audience constitua cependant une autre démarche dans le long processus d'appel de ces Cinq hommes, entrepris depuis avoir été condamnés en 2001. Dans cette occasion le Gouvernement des Etats-Unis fut une fois de plus incapable de refuser les arguments de la défense et appuyer les accusations.

Cependant, la Défense démontra d'une manière irréfutable la conduite impropre montrée par le Gouvernement pendant tout ce procès judiciaire contre les Cinq, une violation flagrante ayant une incidence sur tout ce cas, liée fondamentalement à la invention par le Parquet des crimes qui ne furent pas prouvés pendant le procès, à l'encouragement d'une atmosphère hostile et à la manigance des preuves et du juré.

Le manque des preuves nécessaires pour appuyer les deux chefs d'accusation principaux – conspiration pour commettre de l'espionnage et conspiration pour commettre un assassinat au premier degré – et l'imposition de peines de réclusion à perpétuité, complètement irrationnelles et injustifiables, ont été un autre

argument clé présenté par la défense dans ses efforts pour dévoiler le caractère arbitraire du procès. Le propre Gouvernement reconnu pendant le procès qu'il ne pouvait pas présenter un seul document secret pour prouver le chef d'accusation d'espionnage et qu'il faisait face à « un obstacle insurmontable » pour prouver le chef d'accusation pou commettre un assassinat.

Tout au long de ce procès truqué, le Gouvernement admit que son véritable but était de protéger les groupes terroristes anti-cubains, opérant avec une impunité totale, depuis Miami et punir ceux-là qui luttaient contre ceux-ci.

Le 4 juin 2008 le Panel de trois juges exprima son avis où il ratifiait les verdicts de culpabilité des Cinq, tout en ratifiant les sentences contre Gerardo Hernández et René González, annulant les sentences d'Antonio Guerrero, Fernando González et Ramón Labañino et renvoyant une fois de nouveau le cas de ces trois derniers à la Cour du District de Miami pour être condamnés de nouveau lors d'une audience qu'on devait convoquer pour de tels buts.

Le prochain 12 septembre ces cinq hommes arriveront à leur dixième année d'incarcération, accusés de crimes qu'ils n'ont pas commis, mais pour le seule fait de tenter de protéger Cuba des actions terroristes. Cuba, tel que les Etats-Unis et n'importe quel autre pays du monde, est dans son droit légitime de se défendre de ce fléau qui a causé tant de victimes.

Le cas contre Gerardo Hernández, Ramón Labañino, Antonio Guerrero, Fernando González y René González se trouve encore en processus d'appel devant le 11^{ème} Circuit de la Cour d'appel d'Atlanta.

VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

Entre le moment de leur arrestation et le procès, les Cinq continuèrent d'être détenus pendant 33 mois sans aucun droit à la liberté sous caution. En plus de tout ceci, ils sont restés 17 mois dans des cellules d'isolement. Ils furent empêchés d'avoir contact avec leurs familiers et leurs enfants petits. Ils ne pouvaient même pas avoir de contact entre eux-mêmes.

En août 2001, avant des audiences condamnatoires du procès, ils furent envoyés de nouveau « au trou » pendant 48 jours.

Justement quand la Défense préparait les documents pour les présenter à la Cour et le processus d'appel pour les cas était au point de commencer en mars 2003, les Cinq furent de nouveau envoyés de manière sommaire aux cellules d'isolement, « par ordre de Washington », selon ce qu'ont déclaré les administrateurs des établissements pénitentiaires locales, perplexes face à cette directive car les Cinq avaient maintenu un comportement exemplaire pendant leur emprisonnement.

A ce moment, le Département de la Justice décida les maintenir dans l'isolement en alléguant des motifs de « sécurité nationale ». Les autorités états-uniennes leur imposèrent les dénommées « Mesures administratives spéciales » (S.A.M. selon leurs sigles en anglais) en vertu de régulations fédérales approuvées en 1996. Ces mesures sont applicables dans des cas où il y a des raisons pour soupçonner que les communications entre les prisonniers fédéraux pourraient mettre en danger la sécurité nationale ou entraîner des actes de violence ou terrorisme.

Les Cinq furent encore une fois envoyés au « trou », en leur empêchant donc avoir du contact avec le monde. Toute communication avec leurs avocats fut déniée. On leur interdit de recevoir des visiteurs, y comprises les visites consulaires. On leur interdit de recevoir leur correspondance ni de faire des appels téléphoniques ni de se communiquer même avec leurs familiers. Cette mesure fut adoptée par les Gouvernement des Etats-Unis lors d'une étape cruciale du procès légal, quand les contacts entre l'avocat et le client sont indispensables et la Défense était en train de préparer ses déclarations pour l'appel.

Les « Mesures administratives spéciales » furent amendées en vertu de l'Acte patriotique du 2001 qui étend la période de temps où ces mesures peuvent être imposées de 120 jours jusqu'à une année et modifie les normes qui règlent l'approbation de telles prorogations. Comme un résultat de cet amendement-ci, ces « Mesures administratives spéciales » pouvaient être appliquées de nouveau aux Cinq dans un moment quelconque à l'avenir.

Les Cinq se sont maintenus en prison pendant plus de 9 ans. Pendant ce temps, Adriana, l'épouse de Gerardo, n'a jamais obtenu

de visa pour visiter son époux. Olga, l'épouse de René Gonzalez n'en a pas obtenu non plus pour le visiter.

Quant au reste des familiers le Gouvernement des Etats-Unis a continué à retarder inutilement l'octroi des permis d'entrée. La moyenne des visas octroyés pour chaque membre de la famille (y compris mères, pères, épouses et enfants) n'est guère qu'un visa par an pour chaque membre de la famille.

Dans la majorité des cas, donc, les familiers ont pu visiter les Cinq une seule fois chaque année comme moyenne, même quand, conformément aux accords, qui régissent les visites dans les différentes prisons, des visites plus fréquentes auraient pu être coordonnées, si les visas avaient été octroyés.

Amnistie internationale a condamné ces actes-ci comme des violations du droit international. Dans une lettre adressée au Département d'Etat des Etats-Unis. Amnistie internationale déclara : « Cette dénégarion des visites des familiers aux détenus représente, dans n'importe quel cas, une privation substantielle. Ceci constitue un souci encore plus urgent dans ces cas-ci dû aux graves questions présentées sur l'impartialité des peines » et ajouta : « Cette mesure est inutilement punitive et violatrice des normes pour le traitement humain des prisonniers et de l'obligation des Etats de protéger la vie familiale ».

LA DÉCISION PLUS RÉCENTE À ATLANTA

Le 4 juin, 2008, le panel de trois juges de la Cour d'appel d'Atlanta pour le 11ème Circuit, intégré par les juges Stanley Birch, Phillis Kravitch et William Pryor et chargé de réviser le cas des cinq Cubains, exprima son avis, après que le 9 août 2006, la réunion plénière de cette Cour annulait sa décision précédente du 9 août 2005, laquelle abrogea les sentences des Cinq et ordonna un nouveau procès, ayant trouvé qu'ils n'avaient pas eu un procès juste. À cette occasion la Réunion plénière instruit les juges à examiner le reste des arguments après l'appel.

Dans sa nouvelle décision, le panel ratifia le verdicts de culpabilité des Cinq, ratifia les sentences imposées à Gerardo Hernández et René González, annula les sentences imposées à Antonio Guerrero, Fernando González et Ramón Labañino et renvoya ces

trois derniers cas à la Cour de district de Miami afin d'être sentenciés de nouveau en audience convoquée pour ce but.

Le panel refusa à l'unanimité chacun des arguments présentés par la Défense pendant l'appel et alléguait qu'ils « manquaient de mérite », sauf ceux liés aux sentences imposées à Ramon, Antonio et Fernando. Seulement en rapport avec le chef d'accusation de conspiration pour commettre un assassinat imposé à Gerardo, un chef d'accusation que pendant ce procès le propre Parquet reconnut devant la Cour d'appel qu'il ne pouvait pas prouver, la décision fut 2 -1, avec une décision de 16 pages présentée par la Juge Kravitch, qui affirma que le Gouvernement n'avait présenté aucune évidence pour prouver que Gerardo était coupable d'un tel crime.

La décision de 99 pages fut rédigée par le Juge Pryor, membre désigné en 2007, qui, avec un langage politisé complètement hors de place dans un document légal, favorisa explicitement la position du Gouvernement, changea même certains faits invoqués par ce même panel dans sa décision précédente à faveur des Cinq, concernant le sujet du siège et manigance d'autres faits constituant le dossier du cas.

Pryor, dont la désignation comme juge fédéral se montra hautement controversable (dû à ses positions de l'extrême droite) et laquelle fut dénoncée par d'importants journaux états-uniens, ainsi qu'à l'intérieur du Sénat, fut proposé par Bush en avril 2003 et refusé à cette occasion par le Sénat. Postérieurement, en juin 2005, il s'arrangea pour réussir à sa désignation bien que 45 sénateurs votèrent contre, au moyen d'un arrangement négocié par le présumé actuel candidat présidentiel pour le Parti républicain, John McCain.

Dans un entretien pour la Télévision cubaine, transmis le lendemain du jour où le panel de trois juges fit public sa décision, l'avocat de la Défense, Leonard Weinglass affirma :

« Quand les Cinq furent détenus en 1998, le Pentagone et le Département de la justice firent une déclaration disant que la sécurité nationale des Etats-Unis n'avait pas été endommagée. Maintenant, après qu'ils ont été 10 ans en prison, nous avons une affirmation faite par un Panel de haut niveau disant qu'il n'y eut pas

d'espionnage et qu'aucun renseignement secret ne fut obtenu ni transmis par les cinq Cubains. Ce fut ce que la Cour trouva. Cependant trois d'entre eux sont renvoyés à Miami pour être de nouveau sentenciés et nous ne sommes pas sûrs comment cette nouvelle sentence sera-t-elle.

Le cas de Gerardo Hernández (deux peines de réclusion à perpétuité plus 15 ans) était le cas le plus facile, selon tous les avocats, et il put avoir été retiré. Cependant, bien que son cas est facile du point de vue légal, dû au manque de preuves, il est le plus difficile du point de vue politique, dû au climat politique existant à Miami. La Court de la Floride n'eut pas le courage de laisser de côté la sentence pour conspiration pour commettre un assassinat quand quatre résidents à Miami en avaient été les victimes ».

Quand on lit l'avis qu'ils donnèrent, notamment les premières 40 pages, il est claire pour les avocats qu'il y a du préjugé idéologique dans la décision émise.

Cette décision de 99 pages stipule que la Juge Lenard fit des erreurs quand elle condamna Fernando. Elle fit des erreurs quand elle condamna Antonio ; elle fit des erreurs quand elle condamna Ramon. Elle fit des erreurs dans les instructions qu'elle donna au Juré sur Gerardo et, selon deux de trois juges d'Atlanta, elle fit une erreur quand elle dénia un changement de siège. Malgré ces six ou sept erreurs sérieuses, la Cour d'Atlanta renvoya le cas à la Juge Lenard.

Malheureusement ceci est une de ces situations où le gouvernement des Etats-Unis est en train d'utiliser son système de justice pour réussir à un objectif de politique internationale, et elle peut être comparé avec la tactique opposée utilisée dans le cas de Posada Carriles. Historiquement quand une telle chose a lieu et l'existence du préjugé politique est révélée, le peuple américain éprouve une grande honte devant la chute de son système de justice et des Courts de la justice ».

DIFFICULTÉS DANS LES VISITES DES FAMILIERS AUX CINQ PRISIONNIERS CUBAINS DANS LES ETATS-UNIS.

Pendant ces années d'injuste emprisonnement, le retard dans l'octroi des visas aux familiers des cinq Cubains, détenus dans les Etats-Unis depuis le 12 septembre 1998, a empêché ces familiers,

dans la majorité des cas, de visiter les Cinq plus qu'une fois chaque année comme moyenne, malgré les règlements des différentes prisons permettant les visites chaque mois.

À partir 2006, avec la mise en application d'une nouvelle procédure pour demander des visas d'entrée temporelle, cette situation s'est aggravée, tout en causant que les périodes d'attente pour l'octroi de visas et par conséquence les périodes sans que les Cinq puissent recevoir des visites, se soient remarquablement prolongées (en arrivant même jusqu'à 19 mois à ce moment).

Selon ces régulations, les familiers dans les Etats-Unis doivent demander la visite dans la Section d'Intérêts à Cuba par la voie téléphonique. Ceci a obligé les familiers des Cinq à recourir à un mécanisme exceptionnel qui a fait l'obtention de visas une procédure encore plus compliquée qu'avant 2006.

Ce qui suit sont quelques exemples des difficultés ci-dessus mentionnées :

Gerardo Hernandez Nordelo (2 peines de réclusion à perpétuité plus 15 ans) : Depuis son arrestation, le 12 septembre 1998, il n'a pas reçu la visite de son épouse, Adriana Pérez.

- Elle a demandé 8 fois le visa pour le visiter et le Gouvernement des Etats-Unis le lui a 8 fois dénié.
- En 2002, on lui octroya un visa et au moment d'arriver à l'aéroport de Houston, Texas, le 25 juillet 2002, les autorités la détinrent arbitrairement pendant 11heures, lui dénièrent l'accès aux fonctionnaires consulaires cubains et révoquèrent son visa, en empêchant ainsi son entrée au territoire états-unien.

Tout ceci a été une torture psychologique pour Gerardo Hernández qui, condamné à une réclusion à perpétuité, ne verra donc jamais son épouse.

- Sa sœur, Isabel Hernández Nordelo, présenta sa sollicitude de visa le 2 novembre 2006 et elle dut attendre jusqu'au 21, novembre 2007 pour obtenir le visa, c'est-à-dire, elle dut attendre 12 mois pour le recevoir.

René González Schwerert (condamné à 15 ans de réclusion): Il reçut pour la dernière fois la visite de son épouse, Olga Salanueva, le 16 août 2000.

Depuis 2002 jusqu'au présent, le Gouvernement des États-Unis a dénié à Olga Salanueva l'entrée au territoire états-unien à fin de rendre visite à la prison où il est détenu. Elle a demandé 8 fois le visa pour le visiter et le Gouvernement des États-Unis le lui a dénié toutes les 8 fois. En 2002 un visa lui fut octroyé et il fut révoqué la semaine suivante.

- Sa mère, Irma Schwerert dut attendre 17 mois (depuis le 12/9/06/ jusqu'au 6/2/08) pour obtenir son dernier visa.
- Son père Cándido René González, présenta sa sollicitude de visa le 16/4/07 et il lui fut octroyé le 5/2/08, 10 mois après avoir été sollicité.

Ramón Labañino Salazar (condamné à une peine de réclusion à perpétuité plus 18 ans) :

Il y a exactement deux ans, depuis juin 2006 jusqu'au présent, qu'il n'a pas été visité par sa famille à cause du retard pour obtenir les visas.

- Son épouse, Elizabeth Palmeiro, et ses deux filles, Laura Labañino et Lisbeth Labañino attendent il y a 19 mois l'obtention du visa, depuis septembre 2006, où elles présentèrent leurs sollicitudes de visa à la Section d'Intérêts des Etats-Unis à La Havane (S.I.N.A.), sans aucun résultat.
- La fille aînée de Ramón Labañino, Aili Labañino, présenta sa sollicitude de visa le 2/11/06 et il lui fut octroyé 12 mois après, le 6/11/07, mais en arrivant à la prison les autorités décrétèrent la fermeture totale de cet établissement à conséquence d'émeutes auxquelles Ramón Labañino n'eut aucune participation. Le séjour autorisé de 29 jours s'écoula donc sans pouvoir rendre visite une seule fois.

Fernando González Llort, (condamné à 19 ans d'emprisonnement) :

Il est resté même un an sans être visité par sa mère Magali Llort ni par son épouse Rosa Aurora Freijanes, à cause du retard pour obtenir les visas.

- Depuis son transfert à la prison d'Oxford, à Wisconsin, jusqu'à 2007, sa mère et son épouse, ses seuls familiers, ne furent pas reconnues par les autorités de la prison et par conséquent elles n'apparurent pas sur le contrôle de visiteurs. Elles non seulement firent face aux difficultés pour obtenir les visas, mais leurs visites aux prisons demandèrent aussi une autorisation spéciale des établissements pénitentiaires.
- Sa mère, Magali Llort, a attendu pendant 15 mois (depuis le 19/3/07 quand elle présenta sa sollicitude) l'octroi d'un visa.
- Son épouse Rosa Aurora Freijanes, présenta sa sollicitude de visa le 15/12/06, et elle dut attendre pendant 11 mois, jusqu'au novembre 2007, où elle l'a finalement obtenu.

Antonio Guerrero Rodríguez, (condamné à une peine de réclusion à perpétuité plus 10 ans):

Il est resté pendant des périodes de plus de 17 mois sans les visites de sa famille à cause du retard pour obtenir des visas pour sa mère, Mirtha Rodríguez et son fils Antonio Guerrero.

- En décembre 2003, après l'obtention des visas et après avoir voyagé aux Etats-Unis, sa mère, Mirtha Rodríguez, et son fils, Antonio Guerrero, ne purent lui rendre visite comme prévu parce qu'Antonio avait été transféré subitement à une autre prison. Ce n'était qu'au mois d'avril 2005 qu'ils reçurent un nouveau visa pour le visiter.
- Sa mère, Mirtha Rodríguez, sollicita le visa le 16/4/07 et l'a obtenu le 5/2/08, 10 mois après la sollicitude.

- Son fils Antonio Guerrero Cabrera, sollicite le visa le 8/3/07 et il l'a obtenu le 5/2/08, 11 mois après la sollicitude.

Lettre ouverte adressée au Procureur général
des Etats- Unis

*Monsieur Alberto González
Procureur général des Etats-Unis,*

Tel qu'on a informé sur la presse internationale, le 9 août dernier, la Cour d'Appel du 11^{ème} Circuit d'Atlanta déclara nul le procès réalisé à Miami, où l'on condamna Gerardo Hernández Nordelo, René González Sehwerert, Ramón Labañino Salazar, Antonio Guerrero Rodríguez et Fernando González Llort. Ils s'étaient infiltrés dans les groupes extrémistes cubano-états-uniens du Sud de la Florida pour obtenir des renseignements sur les activités terroristes contre Cuba. Leurs incarcérations avaient déjà été déclarées illégales par le groupe de travail sur la détention arbitraire de la Commission de droits de l'homme des Nations Unies.

Depuis sept ans, ces cinq jeunes hommes ont demeuré dans des prisons de haute sécurité ; ils ont été privés de communication dans des cellules d'isolement pendant de longues périodes. Deux, d'entre eux, ont été privés du droit aux visites des leurs familles.

À ce moment, tout en considérant l'annulation de la sentence, rien ne justifie leur emprisonnement. Cette situation arbitraire, extrêmement pénible pour eux et leurs familles, ne peut pas continuer. Nous, ceux qui ont soussigné ce document-ci, nous demandons leur libération immédiate.

LES PRIX NOBEL Wole Soyinka, Nadine Gordimer, Desmond Tutu, Rigoberta Menchú, Adolfo Pérez Esquivel, José Saramago, Harold Pinter, Zhores Alfiorov, et Günter Grass, à coté de plus de 6000 intellectuels et artistes du monde entier, y compris: Noam Chomsky, Oscar Niemeyer, Mario Benedetti, Harry Belafonte, Pablo González Casanova, Ernesto Cardenal, Thiago de Mello, Danny Glover, Walter Salles, Eduardo Galeano, Alice Walker, Manu Chao, Atilio Borón, Francois Houtart, Ignacio Ramonet, Luis Sepúlveda, Tariq Ali, Ramsey Clark, Gianni

Miná, Frei Betto, Miguel Bonasso, Howard Zinn, Jorge Sanjinés, Rusell Banks et Alfonso Sastre, ont signé cette lettre.

- Plus de 1000 parlementaires du monde entier ont témoigné leur soutien aux Cinq au moyen des motions et des lettres adressées au gouvernement des Etats-Unis en demandant leur libération.
- Les Parlements et les Commissions parlementaires de la Grande Bretagne, Irlande, Russie, Mexique, Belgique, Allemagne, Italie, Bolivie, Venezuela, Panama, Pérou, Brésil, Paraguay, Mali, parmi d'autres, se sont proclamés en faveur du cas des Cinq.
- La 113ème Assemblée de l'Union interparlementaire, le Parlement latino-américain, le Parlement centroaméricain, le ParlaSur, le Parlement andin et le Parlement indigène ont émis des résolutions à cet égard.
- Le Forum des femmes de la l'Assemblée parlementaire de la Junte ACP-UE et le Réseau des femmes parlementaires de la Conférence parlementaire des Amériques ont dénoncé la situation des deux épouses des Cinq, auxquelles le gouvernement des Etats-Unis a dénié les visas.
- En février 2007, 187 membres du Parlement européen signèrent une Déclaration qui demande d'une façon tant expéditive que légale au Gouvernement états-unien d'octroyer les visas nécessaires pour les deux épouses des Cinq, Olga Salanueva et Adriana Pérez, ainsi que pour d'autres familiers, et sollicite au Conseil de la commission européenne de faire un appel au Gouvernement des Etats-Unis afin qu'il adopte les mesures nécessaires pour rectifier cette situation.

Groupe de travail sur la détention arbitraire de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le 27 mai, 2005

« La privation de liberté des messieurs Antonio Guerrero Rodríguez, Fernando González Llort, Gerardo Hernández Nordelo, Ramón Labañino Salazar et René González Schwerert est arbitraire en étant une contravention de l'article 14 de la Convention internationale des Droits civils et politiques »

Des Associations importantes des avocats, des défenseurs du peuple et des activistes des droits de l'homme ont donné leur soutien pour la cause des Cinq :

- Union internationale des Juristes
- Union ibéro américaine des Juristes
- Association Nationale des avocats criminalistes des Etats-Unis
- Association nationale des défenseurs fédéraux des Etats-Unis
- Association des avocats criminalistes de la Floride, Etats-Unis
- Ordre des Avocats du Brésil
- Collège des avocats de Porto Rico
- Association internationale des avocats démocrates
- Association américaine des Juristes
- Groupe national des avocats des Etats-Unis
- National Jury Project des Etats-Unis
- Fédération ibéro américaine de l'Ombudsman
- Amnistie internationale

GERARDO HERNANDEZ NORDELO
NO. 58739-004
Dirección Postal USP VICTORVILLE
PO BOX 5400
13777 Air Expressway Road
Adelanto, CA 92394

Né à la ville de La Havane, le 4 juin 1965, diplômé en Relations politiques internationales à l'Institut supérieur des relations internationales du Ministère des affaires étrangères de Cuba.

Entre 1989 et 1990, il participa comme combattant internationaliste à la guerre pour la libération d'Angola et à la lutte contre l'apartheid.

Gerardo est caricaturiste, il a publié ses dessins dans les médias de la presse nationale de Cuba et il les a affichés dans des expositions de plusieurs galeries. Un livre contenant ses travaux fut récemment publié. Ses poèmes ont été publiés par les médias électroniques.

Gerardo fut, injustement condamné à deux peines de réclusion à perpétuité plus 15 ans. Le gouvernement des Etats-Unis interdit sa femme de le visiter.

Chefs d'accusation :

Conspiration générale ; conspiration pour faire de l'espionnage ; conspiration pour commettre un assassinat ; fausse identité et conspiration pour agir en tant qu'agent étranger non enregistré.

RAMON LABAÑINO SALAZAR (LUIS MEDINA)

No. 58734-004

USP McCreary

P. O. Box 3000

Pine Knot, KY 42635

Né le 9 juin 1963 à la ville de La Havane. Il termina sa licence en Economie avec diplôme d'or en 1986, à l'Université de La Havane. Il a écrit des poèmes qui ont été publiés à Cuba et dans d'autres pays. Ramón a trois filles de 18, 12 et 8 ans.

Il fut injustement condamné à une peine de réclusion à perpétuité plus 18 ans.

Chefs d'accusations :

Conspiration générale, conspiration pour faire de l'espionnage, fausse identité et conspiration pour agir en tant qu'agent étranger non enregistré.

ANTONIO GUERRERO RODRIGUEZ**No. 58741-004****Dirección postal USP FLORENCE****PO BOX 7500****5880 State HWY 67****South Florence, CO 81226**

Né le 16 octobre 1958 à Miami, il est diplômé comme ingénieur en construction d'aérodromes à l'Université technique de Kiev, ancienne Union Soviétique. Son travail le plus important fut l'ampliation de l'aéroport international de Santiago de Cuba.

Antonio est poète et peintre. Il a publié trois livres de poèmes, le premier « Desde mi altura » (Depuis mon hauteur) et deux livres plus récents « Poemas confidenciales » et « Décimæ de Antonio Maceo » (Poèmes confidentiels et Dizains d'Antonio Maceo.) Quelques poèmes ont été musicalisés. Il a deux fils de 20 et 13 ans.

Il fut injustement condamné à une peine de réclusion à perpétuité plus 10 ans.

Chefs d'accusation :

Conspiration générale, conspiration pour faire de l'espionnage et conspiration pour agir en tant qu'agent étranger non enregistré.

RENE GONZALEZ SEHWERERT**No. 58738-004****FCI Marianna****P.O. Box 7007****Marianna, FL 32447-7007**

Né à Chicago, Etats- Unis, le 13 août 1956. Il est pilote et instructeur de vol. René a deux filles de 21 et 7 ans.

Entre 1977 et 1979 participa comme combattant internationaliste à la guerre de libération contre l'apartheid.

René fut injustement condamné à 15 ans d'emprisonnement. Le gouvernement de Etats- Unis interdit son épouse et sa petite fille de le visiter.

Chefs d'accusation :

Conspiration Générale et conspiration pour agir en tant qu'agent étranger non enregistré.

FERNANDO GONZALEZ LLORT (RUBEN CAMPA)

No. 58733-004

FCI TERRE HAUTE

P.O. BOX 33

TERRE HAUTE, IN 47808

Né le 18 août 1963 à la ville de La Havane, il est diplômé avec mention d'or en Affaires politiques internationales, à l'Institut Supérieur des Affaires Internationales du Ministère des affaires étrangères de Cuba, en 1987.

Entre 1987 et 1989 participa comme combattant internationaliste à la guerre pour la libération de l'Angola et contre l'apartheid.

Fernando fut injustement condamné à 19 ans d'emprisonnement.

Chefs d'accusations :

Conspiration générale ; fausse identité et conspiration pour agir comme agent étranger non enregistré.